

## HISTOIRE ET MÉMOIRE(S), DES RELATIONS VIVES ET SENSIBLES

Après avoir envisagé la résonance mémorielle de certains épisodes douloureux du passé de notre région, la SHGM propose de prolonger la réflexion sur les rapports entre histoire et mémoire(s) dans un cadre thématique plus large à l'occasion de ce nouveau cycle des Rencontres de la Décapole.

Depuis les travaux novateurs initiés par Pierre Nora au cours des années 1970 dans la mouvance de la « nouvelle histoire », les historiens ont pleinement intégré la mémoire dans leurs approches comme un objet social interrogé pour appréhender le passé et ses résurgences dans les débats contemporains. Présence sélective d'événements révolus dans le temps présent, souvenirs chargés d'émotions, la mémoire évolue en général de façon cyclique : à une période initiale d'amnésie succède une résurgence qui peut aller jusqu'à une véritable inflation mémorielle. Plurielles, les mémoires participent pleinement aux constructions sociales et identitaires en s'incarnant dans des discours, des représentations et des lieux qui les inscrivent dans l'espace public ou encore servent de support à des manifestations ou des revendications diverses. Ayant vocation à transmettre pour ne pas oublier, elles font également l'objet de politiques de commémorations officielles. Plusieurs lois mémorielles adoptées en France depuis les années 1990 et différents rapports commandés à des historiens par le pouvoir politique rappellent l'intervention de l'État en ce domaine, non sans provoquer des crispations au sein même de la communauté des historiens. Certains s'opposent à toute mémoire officielle, au motif qu'il en irait de la liberté de la science historique, d'autres considèrent que légiférer sur le passé est un processus qui relève du débat politique au sein d'un régime démocratique. Toutefois, l'omniprésence des mémoires, liée à des groupes qui s'en réclament les porteurs, peut également déboucher sur des formes de concurrence parfois qualifiées de « guerre des mémoires » ... mais aussi être le vecteur de contestations et de manipulations du passé engendrant des controverses qui prennent désormais une nouvelle dimension à l'ère des réseaux sociaux.

C'est pour ouvrir des pistes de réflexion sur certaines des questions vives et/ou sensibles suscitées par des mémoires plurielles et étudier leur place au sein de nos sociétés que nous avons invité plusieurs historiens qui ont intégré l'objet mémoriel dans leurs approches à présenter un état des lieux de leurs travaux de recherches. Les rapports entre histoire et mémoire(s) y seront examinés pour différents épisodes de notre histoire nationale offrant ainsi de nouvelles perspectives d'analyse.

Christophe Cafarelli, coordinateur des conférences SHGM



**MERCREDI 8 JANVIER 2025, 18H30**  
SALLE DE LA DÉCAPOLE – MUSÉE HISTORIQUE DE MULHOUSE

### ÉTUDIER LA MÉMOIRE PAR L'HISTOIRE

**SEBASTIEN LEDOUX**

**MAÎTRE DE CONFÉRENCE, UNIVERSITÉ DE PICARDIE,  
SPÉCIALISTE DES QUESTIONS MÉMORIELLES**

Présence du passé dans nos vies, la mémoire occupe une place grandissante dans les sociétés contemporaines. La multiplication depuis trente ans des journées de commémoration et des lieux de mémoire indiquent également une évolution de notre rapport au passé, de sa trame narrative comme de ses objets. Ce changement de notre environnement mémoriel a une histoire, que cette conférence présentera à travers des exemples variés de différentes régions du monde. Si les mémoires nationales ont pu encadrer les États à partir du souvenir de figures héroïques, elles se sont tournées, depuis environ quarante ans, vers les violences du passé et l'hommage aux victimes civiles. La conférence retracera ces évolutions et les conflits qu'elles engendrent entre États ou à l'intérieur d'un même État. Les formes multiples et les transformations de la mémoire, génération après génération, font de ce fait social un objet d'histoire à part entière qu'il est indispensable d'étudier.

**MERCREDI 22 JANVIER 2025, 18H**  
SALLE DE LA DÉCAPOLE – MUSÉE HISTORIQUE DE MULHOUSE

## LA COLONISATION : LE DERNIER TABOU DE L'HISTOIRE DE FRANCE ?

**PASCAL BLANCHARD**

**HISTORIEN, CHERCHEUR-ASSOCIÉ AU CRIHM (LAUSANNE, UNIL),  
CODIRECTEUR DU GROUPE DE RECHERCHE ACHAC (PARIS) ;  
SPÉCIALISTE DU « FAIT COLONIAL », IL A CODIRIGÉ OU DIRIGÉ  
UNE SOIXANTAINES D'OUVRAGES ET RÉALISÉ PLUSIEURS DOCUMENTAIRES.**

Plus de 60 ans après les décolonisations, la France ne parvient toujours pas à « digérer » le passé colonial. Nous en sommes encore au temps des missions historiques pour identifier les faits... alors que d'autres pays organisent des expositions majeures (Suisse), bâtissent des musées (Grande-Bretagne), structurent des programmes nationaux (Belgique), organisent une politique de réparation (Pays-Bas), réfléchissent à des politiques bilatérales et de restitutions (Allemagne)... La France est-elle dans une situation spécifique face à ce passé aux côtés de pays qui refusent de manière plus systémique de voir ce passé en face (Italie ou Japon) ? Les enjeux de mémoire sont-ils plus complexes dans le présent ? Retour sur ce que beaucoup présentent comme le « dernier tabou » de l'histoire de France.



Cette conférence est organisée en partenariat avec le SUAC,  
Service Universitaire de l'Action Culturelle de l'Université de Haute-Alsace.





MERCREDI 5 MARS 2025, 18H30

LIEU A DÉFINIR

### MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE EN FRANCE

PAP NDIAYE

AMBASSADEUR AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE,  
ANCIEN MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,  
ANCIEN DIRECTEUR DU MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION,  
HISTORIEN SPÉCIALISTE DES DISCOURS  
ET PRATIQUES DE DISCRIMINATION RACIALE

*La France était la première nation du monde à faire de la traite négrière un crime contre l'humanité avec la loi Taubira de 2001. Longtemps absents de l'histoire nationale, lieux de mémoire et récits de l'esclavage occupent désormais une place grandissante, bien qu'encore modeste. La conférence a pour but d'en tracer l'histoire et de proposer des perspectives pour les années à venir.*

**JEUDI 27 MARS 2025, 18H30**

MUSÉE HISTORIQUE DE MULHOUSE

### MÉMOIRES ET ENSEIGNEMENT DE LA SHOAH EN FRANCE

IANNIS RODER

HISTORIEN SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE DE LA SHOAH,  
DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE DE L'ÉDUCATION À LA FONDATION JEAN-JAURÈS,  
MEMBRE DU CONSEIL DES SAGES DE LA LAÏCITÉ

*L'émergence de la mémoire de la Shoah et sa centralité, progressivement installée dans les esprits comme dans les représentations, ne semblent paradoxalement avoir empêché ni le retour de l'antisémitisme ni la remise en cause de notre modèle républicain. Ce constat oblige à interroger cette centralité dont les effets pervers observés se retournent aujourd'hui contre les juifs et, au-delà, contre la démocratie. Questionner les choix politiques comme éducatifs qui ont été faits, en analyser les conséquences et examiner les dérives et les mésusages du « devoir de mémoire » ou de l'histoire de la Shoah doit permettre d'insister sur la nécessité de parler du génocide des juifs, encore et toujours, en montrant que son enseignement est non seulement possible mais souhaitable, pouvant largement contribuer à l'éducation citoyenne et à la sauvegarde de notre modèle démocratique et républicain.*



SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET DE  
GÉOGRAPHIE DE MULHOUSE



**CYCLE DE CONFÉRENCES 2025**

**HISTOIRE ET MÉMOIRE(S),  
DES RELATIONS VIVES  
ET SENSIBLES**

AVEC LE SOUTIEN DE LA VILLE DE MULHOUSE



ET DU SUAC (UHA)

